

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqués du Bureau national du PS

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mardi 29 avril 2003

Démocratie & Socialisme

Le 22 avril 2003

Communiqué du Bureau national sur la réforme des retraites

Nos priorités pour une réforme des retraites sont connues :

- améliorer et garantir le taux de remplacement en chute libre depuis la réforme Balladur en revenant sur le nombre d'années de référence pour le calcul des retraites ;
 - assurer la pérennité du système par répartition garant de la solidarité et de la justice sociale en s'opposant à toute forme d'introduction de la capitalisation ;
 - défendre le principe de la retraite à 60 ans à taux plein en fonction de la durée légale de cotisations, acquis social de la gauche au service d'une vraie qualité de vie ;
 - développer un effort particulier en direction des salariés exerçant des métiers pénibles.
- rechercher des ressources nouvelles pour le financement des retraites.

L'ossature de la réforme qui se profile laisse redouter le pire. Elle organise une nouvelle baisse du taux de remplacement et donc du niveau des retraites. Elle favorise la stigmatisation des agents publics et l'opposition entre salariés du public et ceux du privé. Elle risque de constituer un tremplin pour une nouvelle augmentation généralisée de la durée de cotisations, y compris dans le privé.

La méthode et les objectifs ne sont pas les nôtres. L'absence de négociations avec les partenaires sociaux et la logique de recul social révèlent une volonté de passage en force.

Le Parti socialiste comprend l'inquiétude justifiée des organisations syndicales ; il soutiendra toute mobilisation sociale au service d'une réforme des retraites prenant en compte l'intérêt des salariés, et des retraités.

Le 29 avril 2003

Communiqué du Bureau National

A l'approche du 1er mai, le Parti Socialiste partage l'inquiétude légitime et unanime des organisations syndicales.

Le projet de réforme des retraites proposé par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin est injuste et inquiétant. Il doit faire l'objet d'une forte mobilisation contre son adoption. Ce 1er mai 2003 doit donc être marqué d'une forte expression revendicative sur une réforme qui engage de manière cruciale l'avenir de plusieurs générations de salariés.

Une mobilisation massive doit également être l'occasion de contester les choix du gouvernement sur les questions tout aussi fondamentales de l'emploi, des services publics ou du projet de réforme de l'assurance-maladie.

Le Parti socialiste appelle ses adhérents et ses sympathisants à se rassembler dans le cadre du front syndical unitaire qui se déploiera à l'occasion des nombreux défilés organisés dans toute la France.